

Législatives espagnoles, premier bilan

Category: Arguments et analyses
écrit par jmfouquer | 25 juillet 2023

État espagnol

**Lendemain d'une bataille électorale polarisée contre la droite
et l'extrême droite**

Contrairement aux prévisions, le Premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, a limité, dimanche 23 juillet, les gains de l'opposition de droite et d'extrême droite aux élections législatives espagnoles.

Par **Armand Creus** et **Mariana Sanchez** – Le 24 juillet 2023

Faisant mentir la majorité des sondages, le coup de poker de Pedro Sánchez semble avoir réussi, entravant la marche forcée de la droite et de l'extrême droite vers le pouvoir, avec un record de participation (70,4 %).

Sánchez remet ainsi le bipartisme issu de la transition au goût du jour. Mais, celui-ci dépendra désormais, pour parvenir à constituer des gouvernements, de l'extrême droite pour le [PP¹Parti populaire \(Espagne\)](#) ; des alliés à sa gauche et surtout des indépendantistes basques et catalans pour le [PSOE²Parti socialiste ouvrier espagnol](#).

S'il est loin de la majorité parlementaire – même avec ses alliés inconditionnels de Sumar³[Sumar](#) (la coalition de sa ministre du Travail, Yolanda Díaz, qui garde 31 des 35 sièges de Unidas-Podemos⁴[Unidas Podemos](#), atténuant l'effet de l'effondrement de la formation de Pablo Iglesias) – le **PSOE** se maintient par rapport à son score de 2019. Avec 122 députés, il gagne même deux sièges (7 760 970 voix, contre 6 792 199 en

2019). Il arrive en tête en Catalogne, par exemple, confirmant sa progression aux municipales et la démobilisation de l'électorat indépendantiste. Il remonte aux Baléares (match nul avec la droite) ou en Andalousie.

Les socialistes profitent de plusieurs facteurs. En premier lieu, le vote utile face à la droite et à l'extrême droite. La disparition de Ciudadanos⁵[Ciudadanos-Partido de la Ciudadanía](#) ensuite, dont l'électorat semble s'être partagé entre le PSOE et le PP. Le bénéfice enfin des quelques réformes réalisées (réforme partielle du marché du travail et lutte contre la précarité, mesures d'accompagnement face à la crise énergétique, soutien aux politiques contre les violences faites aux femmes, droit à mourir, etc.).

Même s'il n'a pas atteint la majorité absolue (avec Vox) – que lui prédisaient les sondeurs – , le **PP** renaît de ses cendres avec 136 sièges (contre 89 en 2019). Il devient le premier parti en voix et récupère une partie de l'électorat de Ciudadanos mais aussi des 19 député·es que perd Vox. Le vote utile a également joué à droite.

Les menaces outrancières de Vox contre les droits des femmes (il n'y aurait pas de violences faites aux femmes, mais seulement des violences « intrafamiliales »...), les LGBT, les migrant·es, l'annonce de toutes les régions où il voudrait réimposer le castillan l'ont fait passer de 52 à 33 député·es. Vox avait pourtant réussi à embrigader l'écrivaine cubaine Zoe Valdés sur ses listes. En effet, celle-ci est obsédée par la mainmise « communiste » non seulement sur son île natale, mais aussi... dans l'État espagnol ! Jadis, Ciudadanos avait réussi à faire défiler à Barcelone le très droitier Prix Nobel de littérature Mario Vargas Llosa, porté, lui, par des obsessions anti-indépendantistes.

La coalition de 16 partis portée par la ministre de Travail Yolanda Díaz, **Sumar**, n'a pas réussi à atteindre le nombre de députés de Unidas-Podemos (silencieux depuis dimanche...) aux

élections de 2019 (31 contre 35, sans compter les voix perdues de Más Madrid). C'est un échec pour celle qui espérait, à la fois, s'emparer de l'héritage de Pablo Iglesias – même si elle a enrayé sa dégringolade – et occuper le centre de l'alliance avec les socialistes. Mais, Sumar restera une force d'appoint indispensable pour Sánchez, ce que Díaz présente comme une victoire. C'est à la fois contre l'extrême droite, mais surtout sur une orientation « réaliste » et de cogestion que Yolanda Díaz – venue des rangs de la coalition Izquierda Unida (PC) – a fait campagne et non plus sur un quelconque « assaut du ciel » suivant la devise du mouvement des Indignés de 2011 qui avait donné naissance à Podemos.

Les résultats sont contrastés en Catalogne et en Euskadi

Les indépendantistes catalans sont à la peine, mais deviennent aussi les arbitres du match que veut gagner Sánchez. En effet, ils payent le prix fort à la fois du vote utile contre la droite, mais aussi de leurs divisions, ainsi que de la démobilisation de leur électorat face à l'impasse dans laquelle se trouve le processus d'autodétermination qui est en rade depuis 2017 et suspendu à un simulacre de négociations de ERC avec Madrid.

La Catalogne connaît un record d'abstention (presque 35 % : + 4 points par rapport à 2019). Le PSC arrive en tête avec 19 député·es (contre 12 en 2019). ERC chute de 13 à 7, tout comme Junts (de 8 à 7). Mais, paradoxalement, c'est Junts affaibli – avec un Puigdemont en danger depuis la levée de son immunité d'euro parlementaire – qui se retrouve au centre du jeu. L'ancien président est menacé par le Tribunal suprême de Madrid qui prépare un nouveau mandat d'arrêt européen. La très partisane « Justice » espagnole met ainsi son grain de sel et complique d'éventuelles négociations avec Sanchez ! Les émissaires socialistes et de Sumar fourbissent d'ores et déjà armes et arguments.

Nos camarades de la CUP perdent leurs deux député·es et ont

pris acte de leur défaite dès hier soir. Ils et elles ne seront plus présent·es au Parlement de Madrid. Le débat très serré qui avait eu lieu dans l'organisation anticapitaliste quant à leur participation aux scrutins de l'État devrait avoir des répercussions sur les européennes, et s'ajoute à la crise d'identité ouverte par une campagne municipale difficile.

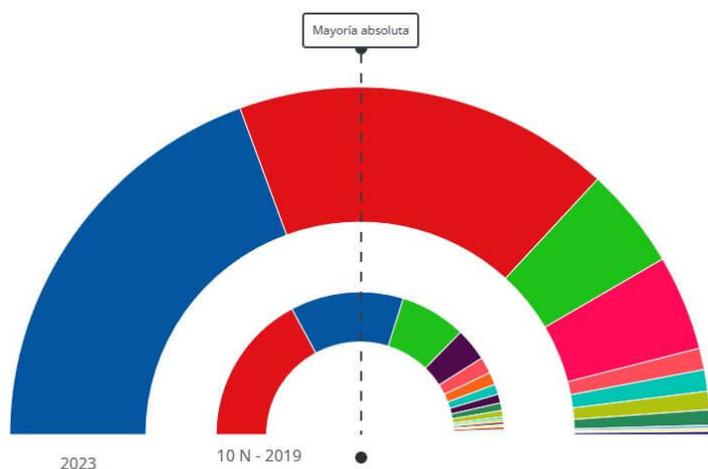
Sumar préserve le score des Comuns (7 député·es). Vox se maintient avec ses 2 élus (alors qu'il avait beaucoup progressé aux municipales) et le PP passe à 6 (sûrement grâce à la disparition de Ciutadans).

Au contraire, **en Euskadi**, les indépendantistes de EH-Bildu (5 élu·es plus 1 en Navarre) prennent la place du PNV (5), confirmant leur poussée aux municipales. La politique pragmatique de Bildu à Madrid visant à disputer la place d'interlocuteur du PNV a mis les camarades d'Otegi au centre de la scène. Ceci, malgré les campagnes qu'ils ont subies de la droite et de l'extrême droite, notamment lors des municipales. Ces campagnes s'étaient soldées par le retrait de certain·es candidat·es accusé·es d'avoir milité à l'ETA.

En conclusion, la polarisation gauche/droite et l'exigence de réponses sociales, écologiques et démocratiques dans tout l'État espagnol à la hauteur des crises demeurent incontournables. Ce sont les défis qui attendent les anticapitalistes et la gauche.

La question des politiques alternatives reste centrale et c'est bien la faiblesse de ces résultats : les projets proposés ne sont pas portés à la hauteur des enjeux par une force crédible.

On est face à la possibilité d'une crise durable en l'absence de majorité et en raison des difficultés des négociations, particulièrement avec les partenaires indépendantistes. La possibilité de nouvelles élections n'est pas à écarter.



136 +47 PP	122 +2 PSOE
33 -19 VOX	31 -- SUMAR
7 -6 ERC	7 -1 JxCAT - JUNTS
6 +1 EH Bildu	5 -1 EAJ-PNV
1 0 B.N.G.	1 -- CCa

Résultats des élections législatives de juillet 2023 publiés par le Ministère de l'Intérieur espagnol

Jaime Pastor, éditorialiste à Viento Sur, vient de publier une première analyse des résultats de ces élections du 23 juillet. L'article est à lire ici : « [Freno al bloque reaccionario y futuro ingobernable](#) ».

VIENTO SUR

Voici, ci-dessous, la traduction en français de l'article.

Frein au bloc réactionnaire avec un avenir ingouvernable

Par **Jaime Pastor** – Le 25 juillet 2023

L'« été bleu » promis par Feijóo n'est pas arrivé mais, au-delà du soulagement de la défaite des attentes de la droite, il ne semble pas non plus qu'un avenir plein d'espoir nous attende sous un nouveau gouvernement progressiste qui, au milieu d'une polycrise croissante et avec la menace d'une nouvelle phase d'austérité qui se profile à l'horizon, se limiterait à être un simple gestionnaire de l'existant.

Avec une participation au scrutin de 70,4 % (4,2 % de plus que lors des précédentes élections de 2019) et dans un contexte de renforcement du bipartisme (qui est passé de 48 % en 2019 à 64,8 %), la mobilisation plus importante de l'électorat de gauche a réussi à empêcher que la montée du bloc de droite qui, selon les sondages, était annoncée comme inévitable, ne se traduise par une majorité suffisante pour être une alternative de gouvernement. En effet, avec 33,1 % des voix et 136 sièges (47 de plus) pour le PP et 12,4 % et 31 sièges (19 de moins) pour Vox, ces deux forces n'ont pas réussi à atteindre le total de 176 sièges nécessaires et il leur sera impossible d'ajouter des voix au-delà de Coalición Canarias (1) et UPN (1).

Le recul de Vox est sans aucun doute une bonne nouvelle, mais il ne doit pas nous faire oublier qu'il a été le fruit de la reprise à son compte croissante par la direction du PP du discours cadre que ce parti a imposé ces derniers temps, et qui pourrait même être renforcé sous la pression d'Isabel Díaz Ayuso, qui se présentera bientôt comme une alternative à Feijóo, comme on a déjà pu le voir le soir des élections.

Le PSOE de Pedro Sánchez (avec 31,7 % des voix et 122 sièges) a été le principal bénéficiaire du vote utile contre cette menace – perçue comme très réelle après les pactes municipaux et régionaux du PP avec Vox –, même dans les communautés autonomes comme la Catalogne et Euskadi, malgré le fait que des forces comme EH-Bildu (avec 6 sièges), PNV (avec 5), ERC (7), Junts (7) et BNG (1) seront décisives pour répéter l'expérience du gouvernement de coalition progressiste.

Pour sa part, Sumar a obtenu 12,3 % des voix et 31 sièges, en deçà du chiffre obtenu par Unidas-Podemos en 2019, mais il est parvenu à enrayer le déclin subi par ce parti lors des dernières élections municipales et régionales du 28 mai. Quant aux autres forces situées à sa gauche, la CUP n'a pas réussi à reconduire les deux sièges qu'elle avait obtenus lors des dernières élections générales (passant de 6,37 % à 2,81 %),

tandis qu'Adelante Andalucía, qui ne s'est présenté qu'à Cadix, n'a pas atteint son objectif d'un siège, avec 1,42 % des voix.

Voilà les principales leçons d'une élection qui a marqué la fin d'une campagne intense commencée immédiatement après les élections du 28 mai, et qui s'est caractérisée par un changement constant de scénario sous l'impact des pactes que le PP et Vox ont négociés dans de nombreuses mairies et communautés autonomes, et au cours de laquelle la menace pour les droits et libertés fondamentaux que représenterait la formation d'un gouvernement formé par les deux partis est devenue visible pour une grande partie de l'électorat.

Pour cette raison, la gauche sociale a prédominé dans un vote fondamentalement défensif, « responsable », comme certains l'ont décrit dans certains milieux, pour préserver ce qui a été conquis, face à ce qui pourrait devenir une régression historique en règle.

Cependant, malgré le renforcement du bipartisme, la clé de la possibilité de former un nouveau gouvernement progressiste continuera de reposer sur les formations politiques périphériques et, en particulier, sur EH-Bildu, ERC et, surtout, Junts. Nous verrons donc une fois de plus que sans la résolution démocratique de la fracture nationale-territoriale que traverse l'État, il n'y aura jamais de stabilité ni de gouvernabilité. Raison de plus pour lutter pour la fin des politiques répressives et pour continuer à exiger la reconnaissance de la réalité plurinationale et du droit de nos peuples à décider de leur avenir, y compris de leur indépendance.

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

• **État espagnol : victoire des droites** (31 mai 2023)